

COMMUNE
DE
SPÉZET



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Mission de Coordination en matière de Sécurité et
Protection de la Santé (CSPS) pour les travaux
d'extension de la maison médicale
sur la commune de Spézet**

Commune de SPÉZET

1 Rue Eugène Hénaff
29540 SPÉZET

Tél : 02.98.93.80.03

mairiespezet@wanadoo.fr

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	3
1.1 - Objet du contrat.....	3
1.2 - Décomposition du contrat	3
2 - Pièces contractuelles.....	3
3 - Intervenants	3
3.1 – Conduite d’opération	3
3.2 – Maîtrise d’œuvre	3
3.3 – Contrôle technique	4
3.4 – Mode d’attribution des travaux	4
4 – Contenu et détail des éléments de mission.....	4
4.1 – Phase de conception de l’étude et d’élaboration du projet	6
4.2 – Phase de réalisation des travaux	7
4.3 – Présence sur le chantier	9
4.4 - Moyens et autorité assurés au coordonnateur	9
4.5 - Condition de diffusion des documents	10
5 - Conditions d'exécution des prestations	10
5.1 - Autorité du coordonnateur SPS	10
5.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS	11
5.3.1 – Libre accès	11
5.3.2 – Obligation du maître d’ouvrage	11
5.3.3 – Dispositions prises par le maître d’ouvrage	11
5.4 – Conditions d’exécution	12
5.5 - Obligations du coordonnateur SPS.....	13
5.6 - Modifications techniques.....	13
5.7 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	13
5.8 - Achèvement de la mission	13
6 - Durée et délais d'exécution	14
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	14
6.2 - Durée du contrat	14
6.3 – Délais de réception.....	14
7 - Prix.....	14
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	14
7.2 - Modalités de variation des prix	15
8 - Garanties Financières	15
9 - Avance.....	15
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	15
10 - Modalités de règlement des comptes.....	15
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	15
10.2 - Présentation des demandes de paiement	16
10.3 - Délai global de paiement.....	16
10.4 - Paiement des cotraitants	16
10.5 - Paiement des sous-traitants	17
12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
13 - Constatation de l'exécution des prestations.....	17
13.1 - Vérifications.....	17
13.2 - Décision après vérification	17
14 – Garantie des prestations	17
15 - Pénalités	17
15.1 – Retard de transmission des documents spécifiés.....	17
15.2 - Pénalité forfaitaire en cas d’absence	18
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	18
16 - Assurances	18
17 - Résiliation du contrat	18
17.1 - Conditions de résiliation	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	18
18 - Règlement des litiges et langues	19
19 - Dérogations	19
ANNEXE N° 1 : INFORMATIONS RELATIVES À L'OUVRAGE	20

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières concernent la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs relatifs à l'opération de la catégorie II (phase conception et réalisation), au sens de l'article R.4532-31 du Code du travail.

Le présent marché a pour objet la mission de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.) de Niveau II, pour les travaux d'extension de la maison médicale sur la commune de Spézet.

Lieu(x) d'exécution : 9 Lotissement du Pouldu – 29540 Spézet

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE).
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP) et son annexe.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DGPF).
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
- Le règlement sanitaire départemental type, ou à défaut le règlement sanitaire départemental type en application des circulaires du 9 août 1978 et du 26 avril 1982 du Ministère de la Santé dans leur version en vigueur.
- Le Code du Travail en ce qui concerne ses dispositions relatives à la coordination sécurité et protection de la santé.
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat
- Les éventuelles questions posées en cours de consultation ainsi que les réponses apportées.

3 - Intervenants

3.1 – Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 – Maîtrise d'œuvre

Cabinet d'architectes Paul RUELLAND
1 Avenue Braden
Bâtiment C
29000 QUIMPER

Les missions de la maîtrise d'œuvre sont les suivantes :

Missions de base : ESQ – ASP – APD – PRO/DCE – AMT – VISA – DET – AOR

Mission complémentaire : OPC

3.3 – Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

Les missions de contrôle technique sont les suivantes :

L – LE – S – ATT TH – Hand – VIEL

3.4 – Mode d’attribution des travaux

La dévolution des travaux est prévue par marchés séparés.

4 – Contenu et détail des éléments de mission

Les missions confiées au coordonnateur sont :

Pour la phase 1 – Conception :

Mission(s)	Désignation
C01	Respect des principes généraux de prévention
C02	Participation à la rédaction de la déclaration préalable avec le maître d'ouvrage
C03	Rédaction et mise à jour du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
C04	Constitution du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage
C05	Ouverture du registre journal de coordination
C06	Définition des sujétions afférentes à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales
C07	Définition des dispositions à mettre en œuvre pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier
C10	Analyse du dossier APD du maître d'œuvre
C11	Analyse du dossier PRO du maître d'œuvre et avis et remarques sur le dossier de consultation des entreprises, rédigé par le maître d'œuvre, notamment au regard de l'autorité que le maître d'ouvrage confère au coordonnateur vis-à-vis des intervenants.
C12	Transmission des consignes et des documents au coordonnateur de la phase réalisation, le cas échéant.

Pour la phase 2 – Réalisation :

Mission(s)	Désignation
R01	Organisation de la coordination des activités des différentes entreprises présentes sur le chantier, y compris les sous-traitants.
R02	Tenue à jour du registre journal de coordination.
R03	Veille de l'application correcte des mesures de coordination préalablement définies et des procédures de travail qui interfèrent.
R04	Tenue à jour et adaptation du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
R05	Tenue à jour du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.
R06	Harmonisation des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
R07	Communication des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé établis par les entreprises titulaires du lot gros œuvre ou du lot principal et par les entreprises ayant à effectuer des travaux présentant des risques particuliers aux autres entreprises intervenants sur le chantier.
R08	Analyse du planning d'exécution des travaux mis au point par l'OPC avec les entreprises pendant la période de préparation du chantier avec transmission des observations au maître d'œuvre, à l'OPC et copie au maître d'ouvrage.
R09	Inspection commune avant l'intervention de chaque entreprise y compris sous-traitance, afin de préciser les consignes à observer ou à transmettre, et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé pour l'ensemble de l'opération.
R10	Présence et intervention sur le chantier aussi souvent que nécessaire pour mener à bien la mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.
R11	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante.
R12	Contrôle de la mise en œuvre des dispositions législatives et réglementaires en cas de présence de matériaux contenant du plomb.
R13	Prise en compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur duquel ou à proximité duquel est implanté le chantier.
R14	Mise en place et veille de l'application des dispositions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
R15	Diffusion aux différents intervenants de toutes les informations et de tous les documents nécessaires à la bonne réalisation des objectifs de la mission de coordination.
R16	Participation aux opérations préalables à la réception des ouvrages susceptibles de nécessiter des interventions ultérieures de maintenance ou d'entretien.
R17	Conseils au maître d'ouvrage quant à la mise en place de coordination de la sécurité et de la protection de la santé relative à des travaux ayant fait l'objet de réserves pendant la période de parfait achèvement.
R18	Remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

4.1 – Phase de conception de l'étude et d'élaboration du projet

- Le coordonnateur, lors des choix architecturaux, analyse le projet et évalue les risques inhérents à la conception de l'ouvrage. Il est destinataire des documents d'études établis par le maître d'œuvre ainsi que des avis techniques du contrôleur technique, au fur et à mesure de leur élaboration. Il analyse ces documents et remet un rapport au maître d'ouvrage à chaque élément de mission MOE.
- Il participe en tant que de besoin à toutes les réunions utiles organisées par la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre.
- Le coordonnateur ouvre le registre journal dès la signature du contrat dans lequel il enregistre :
 - o Les avis et observations qu'il estime nécessaires de faire ainsi que les réponses éventuelles. Si ceux-ci font l'objet d'échanges de courrier, une inscription sommaire indique qu'ils sont annexés au registre ;
 - o Les avis émis sur les dossiers d'études relativement à la prévention tant en réalisation qu'en intervention ultérieure. Ils sont complétés des suites données s'il y a lieu ;
 - o Les noms et les adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants ou sous-traitants, la date d'intervention sur le chantier, l'effectif prévisible et la durée prévisible des travaux ;
 - o Les comptes rendus des inspections communes, les consignes à transmettre et les observations particulières visées par les entreprises concernées ;
 - o Le procès-verbal de passation de consignes, en cas de succession ou de remplacement ;
 - o Une copie du procès-verbal établi lors de la transmission du DIUO au maître d'ouvrage.
- Le coordonnateur établit le projet de Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) après la prise de connaissance des études de projet. Le DIUO regroupe toutes les mesures prises pour faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage en n'omettant pas de préciser les dispositions prises pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture et l'accès en couverture.
- Le coordonnateur élabore un Plan Général de Coordination (PGC) qui contiendra :
 - o Renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier et notamment ceux complétant la déclaration préalable ;
 - o Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
 - o Mesures de coordination prises par le CSPS et les sujétions qui en découlent (les voies ou zones de déplacement et de circulation, condition de manutention des différents matériaux et en particulier les appareils de levage, la délimitation et l'aménagement des zones de stockage, les conditions d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres, les conditions d'enlèvements des matériaux dangereux, l'utilisation des protections collectives, les mesures prises en matière d'interaction sur le site etc...)
 - o Mesures et sujétions concernant les interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
 - o Mesures pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, les mesures concernant les dessertes en voirie, les raccordements à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, les évacuations en matière d'eau usées, etc...
 - o Renseignements pratiques au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prise en la matière.
 - o Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants.

Dès la phase consultation des entreprises, le PGC devra être transmis, sur leur demande, à l'Inspecteur du travail, au comité régional de l'OPPBTP et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels.

- Le coordonnateur assiste le maître d'ouvrage à l'établissement de la déclaration préalable qui contiendra :
 - o L'adresse précise du chantier
 - o Les noms et adresse du maître d'ouvrage
 - o La nature de l'ouvrage
 - o Les noms et adresses du maître d'œuvre
 - o Les noms et adresses du CSPS
 - o La date présumée du début des travaux
 - o Le délai prévisionnel d'exécution des travaux
 - o Les noms et adresses des titulaires des marchés ou contrats déjà désignés
 - o Les noms et adresses des sous-traitants pressentis
 - o L'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir sur le chantier
 - o Le nombre d'entreprises présumées appelées à intervenir sur le chantier

Le coordonnateur devra compléter et tenir à jour ces informations dans le PGC lorsqu'il n'a pas été possible et les renseigner à la date d'envoi de la DAP aux autorités compétentes.

- Le coordonnateur élabore en étroite collaboration avec le maître d'œuvre, l'OPC et le maître d'ouvrage, la note d'organisation de chantier pour les éléments de sécurité qui relèvent de sa mission et notamment :
 - o Il examine les dispositions à prendre par les entreprises pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier.
 - o Il définit les sujétions à la mise en place et l'utilisation des protections collectives, appareil de levage, accès provisoire et installations générales, notamment électriques.
 - o Il mentionne la répartition des sujétions entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier.
 - o Il participe à l'élaboration du plan de synthèse et d'installation de chantier.

4.2 – Phase de réalisation des travaux

Elle concerne notamment :

- La mise à jour du registre journal de la coordination au fur et à mesure du déroulement de l'opération.

Le coordonnateur veillera à :

- o Préalablement aux travaux, procéder à une visite d'inspection en présence du Maître d'Ouvrage.
- o Procéder avec chaque entreprise, préalablement à leur intervention, à une inspection commune du chantier, afin de leur exposer les mesures de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération et les dispositions arrêtées pour l'utilisation des moyens communs.
- o Procéder à l'élaboration des permis feu par les entreprises ou sous-traitants lorsque cela est nécessaire.
- o Veiller à ce que les principes généraux de prévention soient effectivement mis en œuvre.
- o Organiser la coordination des activités simultanées ou successives des entreprises et sous-traitants.
- o Préciser aux entreprises et sous-traitants les consignes de sécurité et santé.
- o Faire parvenir au Maître d'œuvre les observations qu'il voudra voir annexer au compte-rendu de chantier le jour même de la réunion de chantier.

- Veiller à l'application correcte des mesures de coordination retenues.
- Informer le maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que les procédures de travail et les obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de cette violation dans le Registre Journal. Cette violation doit être confirmée par écrit. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Les reprises décidées par le Maître d'Ouvrage, après mesures correctives décidées conjointement par le coordonnateur SPS et le Maître d'œuvre, sont également consignées dans le Registre Journal.

- L'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur complète et si nécessaire, adapte le DIUO au fur et à mesure de l'avancement du chantier. Le coordonnateur remet le DIUO au maître d'ouvrage après réception de l'ouvrage dans un délai fixé dans le présent marché après avoir reçu de celui-ci ou du maître d'œuvre tous les plans d'exécution et notes techniques qu'il a spécifiés.

- La mise à jour et l'adaptation du plan général de coordination (PGC).

Le Plan Général de Coordination est tenu à jour pendant toute la durée des travaux. Il doit pouvoir être consultable sur le chantier par :

- Le médecin du travail,
- Les membres du CHSCT sur le chantier des entreprises
- L'Inspection du Travail, l'OPPBTP, la CARSAT et leur être adressable, sur leur demande.

Le coordonnateur harmonise et complète le PGC SPS en fonction de l'évolution du chantier et des PPSPS.

- L'harmonisation et la diffusion des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dus par les entreprises. Le coordonnateur est tenu de :

- Communiquer, dès la conclusion du contrat, à chacun des entrepreneurs appelés à intervenir les noms et adresses des entrepreneurs contractants.
- Transmettre sur leur demande, à chaque entrepreneur, les P.P.S.P.S. établis par les autres entrepreneurs,
- Communiquer obligatoirement, dans le cas d'opérations de construction de bâtiment, aux autres entrepreneurs les P.P.S.P.S. des entrepreneurs chargés du gros œuvre ou du lot principal et de ceux ayant à exécuter des travaux présentant des risques particuliers dont la liste est fixée par arrêté ministériel. Il est important pour les entreprises de connaître les risques internes à chacune d'elles, lesquels sont éventuellement susceptibles d'avoir des incidences de co-activité.
- A réception des P.P.S.P.S., le coordonnateur vérifie leur conformité avec les dispositions du plan général de coordination. Si nécessaire, il procède à des adaptations du plan général de coordination ou fait harmoniser les P.P.S.P.S. entre eux et/ou par rapport à ce plan.
- Le coordonnateur informe le Maître d'œuvre de ses avis sur les P.P.S.P.S. de manière à ce qu'il puisse, en connaissance de cause, émettre les ordres de service de commencement de travaux.

- Le coordonnateur pour la phase de réalisation tient le registre des PV de réunion et conserve celui-ci pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage. Dans ce cadre, il veille à la mise en œuvre du plan de synthèse et d'installations de chantier.

- L'organisation des inspections communes avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes sur les chantiers où sont traitées la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé.
- Le coordonnateur veille à l'application correcte des mesures de sécurité et de coordination diffusées par lui, ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.
- Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et notamment :
 - Avant tout commencement d'exécution, il procède avec le chef de l'établissement en activité, à une inspection commune visant à :
 - Délimiter le chantier, matérialiser les zones du secteur qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour le personnel des entreprises appelées à intervenir.
 - Préciser les voies de circulation que pourront emprunter le personnel ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux.
 - Définir pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels les personnels ont accès.
 - Le coordonnateur communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier, les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs salariés, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et les descriptions du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

- Le contrôle des accès au chantier :

Le coordonnateur veillera à ce que les entreprises aient pris les dispositions nécessaires et suffisantes pour que l'accès au chantier ne soit rendu possible qu'aux seules personnes autorisées comme indiqué au PGC SPS ou, à défaut, par des dispositions contractuelles.

- Intervention lors des levées de réserves ou désordres par les entreprises pendant la période de garantie de parfait achèvement. Compléments au DIUO si nécessaires.

4.3 – Présence sur le chantier

Le coordonnateur assurera une présence sur le chantier pendant les phases travaux au minimum de quatre heures par semaine, réparties sur 2 journées, afin de veiller au respect de l'ensemble des mesures de sécurité et de santé. Il pourra être sollicité pour visite à la demande du Maître d'Ouvrage. Une de ses visites coïncidera avec la réunion de chantier à laquelle il assistera. Il établira un compte rendu hebdomadaire à l'attention du Maître d'Ouvrage avec copie au Maître d'oeuvre. Le temps de trajet, de rédaction du compte rendu de visite ou de mise à jour du registre journal n'est pas comptabilisé dans ces 4 heures de présence sur site.

4.4 - Moyens et autorité assurés au coordonnateur

Le Maître d'Ouvrage tient à la disposition du coordonnateur l'ensemble des documents en sa possession.

Le coordonnateur aura l'accès permanent au chantier.

Le coordonnateur interviendra directement auprès des entreprises et du Maître d'œuvre.

Aucun ordre d'interrompre le chantier ne pourra être donné par le coordonnateur, sans accord express du maître d'ouvrage sauf en cas de danger grave et imminent et si les observations du coordonnateur n'ont pu trouver de mesure d'une efficacité au moins équivalente.

Le coordonnateur ne pourra exiger aucune solution susceptible d'avoir des incidences financières sans avoir l'accord express du maître d'ouvrage et après avis du maître d'œuvre.

4.5 - Condition de diffusion des documents

Les avis et rapports seront remis au maître d'ouvrage en 1 exemplaire original au format papier et une version numérique sera transmise par voie électronique au conducteur d'opération.

Une copie sera adressée par voie électronique aux différents intervenants de l'opération selon les phases, à savoir : MOE, entreprises, CT, OPC.

Le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage (D.I.U.O) et le registre journal tenu sur le chantier devront être fournis en 1 exemplaire au format papier et une version numérique sera transmise par voie électronique au conducteur d'opération.

5 - Conditions d'exécution des prestations

La coordination sécurité interviendra dans les conditions définies ci-dessous ;

Notification par le biais du profil d'acheteur :

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

5.1 - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous les moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Cette information doit être confirmée par écrit.

Il est aussi fait mention de ces violations dans le Registre-journal de la Coordination (RJC).

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), le coordonnateur doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts est consignée au Registre-journal de la Coordination. Les reprises décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur, sont également consignées dans le Registre-journal de la Coordination.

Tout différend entre le coordonnateur et l'un des intervenants du chantier est soumis au maître d'ouvrage.

5.3 - Moyens donnés au coordonnateur SPS

5.3.1 – Libre accès

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- Au chantier en respectant les principes de sécurité,
- Au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre le cas échéant.

5.3.2 – Obligation du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents d'étude,
- Le nom du ou des éventuels chefs d'établissement dont les activités interfèrent avec le chantier,
- Au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés au présent document, ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- La liste, tenue à jour, des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier.

Le maître d'ouvrage remet au coordonnateur, avant le commencement de sa mission, lorsqu'il existe un exemplaire du ou des Dossiers d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (D.I.U.O.) existants.

Il remet au coordonnateur tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) notamment le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) dès qu'il est établi.

Il informe le coordonnateur des réunions qu'il organise auxquelles ce dernier est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes-rendus de ces réunions.

5.3.3 – Dispositions prises par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions pour faire communiquer au coordonnateur :

- Avant de les approuver, tous les documents d'étude,
- L'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- Tous les documents d'exécution des ouvrages,
- Les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux, y compris les travaux de levées de réserves,
- L'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
- La copie des déclarations d'accidents de travail,
- Par les différents cocontractants du maître d'ouvrage, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier,
- Par les différents titulaires des contrats de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.

Le maître d'ouvrage prend également toutes les mesures pour que soit informé le coordonnateur :

- De toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-Coordonnateur-Pilotage du Chantier (O.P.C.) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions.
- De l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » prévue par l'article 44 du C.C.A.G. -Travaux.

Il prend également toutes les dispositions pour que le coordonnateur puisse faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique,) et en particulier :

- Les mesures d'organisation générales du chantier envisagées par le maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et Protection de la Santé,
- Par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé des travailleurs.

5.4 – Conditions d'exécution

La personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordonnateur en matière de S.P.S. doit, en permanence, pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R. 4532-31 du Code du travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché, la même personne physique comme coordonnateur. Ainsi, le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

À la demande du maître d'ouvrage, des suppléants ont pu être désignés par le titulaire dans son offre et acceptés par le maître d'ouvrage. Dans ce cas, le remplacement de la personne physique se fera par un simple échange de courrier entre le titulaire du marché et le maître d'ouvrage. Dans le cas contraire, la nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le maître d'ouvrage, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, dans les conditions suivantes :

- Le titulaire propose au maître d'ouvrage une nouvelle personne physique dans un délai de 7 jours à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du C.C.A.G.-PI. Cette demande sera accompagnée de l'attestation de compétence de la nouvelle personne physique.
- Le maître d'ouvrage dispose d'un délai de 8 jours pour agréer le nouveau coordonnateur.
L'accord du maître d'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite du pouvoir adjudicateur.
- Si le maître d'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut ou si le maître d'ouvrage récusé également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 39 du C.C.A.G.-PI.

Le coordonnateur, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et de la transmission des documents qu'il a rédigé ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au maître d'ouvrage. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du maître d'ouvrage.

Le nouveau coordonnateur accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. À la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou la signature du marché (R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire du registre Journal de la Coordination et du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de protection de la santé sont consultables dans la salle de réunion de la base de vie.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant ou à l'émission d'une décision de poursuite prise par le pouvoir adjudicateur.

5.5 - Obligations du coordonnateur SPS

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur remet au maître d'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, il participe à toutes les réunions, en particulier de chantier, nécessaires à la bonne exécution de sa mission. A la fin de chaque mois, il remet au maître d'ouvrage un compte rendu d'avancement de l'exécution de sa mission.

Dès l'ouverture du chantier ou à la signature du marché (articles R. 4532-11 à 16 du Code du travail) un exemplaire de chacun des documents suivants est consultable :

Documents
Registre Journal
Plan Général de Coordination en matière de SPS

5.6 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

5.7 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCP.

5.8 - Achèvement de la mission

L'intervention du coordonnateur s'achève à la remise du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

Par dérogation à l'article 13.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles, l'intervention du coordonnateur débute à la date de notification du marché et s'achève à la remise du DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage) et après sa validation par le maître d'ouvrage.

6.2 - Durée du contrat

L'exécution des prestations débute à compter de la date de la notification du marché.

Les délais et dates prévisionnelles d'exécution sont les suivantes :

Délais	Daté prév. de début	Date prév. de fin
15 mois	Mars 2022	Juin 2023

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

6.3 – Délais de réception

Le maître d'ouvrage procédera à la réception des documents produits par le titulaire dans les délais définis ci-dessous :

<i>Type de document</i>	<i>Délais d'établissement en jours calendaires</i>
Rapport d'examen APD	10 jours à réception du dossier
PGC phase conception	15 jours à réception APD puis mis à jour jusqu'au DCE
Rapport d'examen dossier Permis de Construire	7 jours à réception du PC
Rapport d'examen PRO	10 jours à réception PRO
DIUO phase conception	15 jours à réception PRO
Rapport d'examen DCE	10 jours à réception DCE
Déclaration Préalable	10 jours à compter du dépôt PC puis mise à jour jusqu'à notification des marchés de travaux
Notice d'organisation du chantier	10 jours à réception PRO
Avis écrit suite à demande MOA	2 jours à réception de la demande
PGC phase réalisation	15 jours à compter de la 1 ^{ère} réunion de chantier
Observations portées au Registre Journal	2 jours à compter de la réunion de chantier
Approbation et diffusion PPSPS	15 jours à réception du document de l'entreprise
DIUO	30 jours à réception de l'ensemble des plans et notices techniques demandées
Registre Journal	30 jours à compter de la réception finale du bâtiment
Mise en cohérence DOE et DIUO	15 jours à réception DOE

Des pénalités sont applicables en cas de retard dans la remise des documents telles que définies au présent marché, comme indiqué à l'article 14.1 du présent document.

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (ING I (n) / ING I (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte, le pouvoir adjudicateur procède à un règlement provisoire sur la base de la dernière valeur d'index publiée. La révision définitive intervient sur le premier acompte du marché suivant la publication de la valeur finale de l'index correspondant.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction – Ingénierie – Base 2010 ».

8 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

9 - Avance

9.1 - Conditions de versement et de remboursement

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au coordonnateur fera l'objet d'acomptes en fonction des éléments de mission définies à la décomposition du prix global et forfaitaire.

Pendant la période de réalisation, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 ou 2 mois au choix du titulaire. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le coordonnateur et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au coordonnateur pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est produit par le coefficient de révision de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour le versement du solde, le coordonnateur adressera son projet de décompte après validation du D.I.U.O.

10.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Toutes les informations nécessaires à la création d'un compte utilisateur ainsi que la documentation et les propositions d'accompagnement sur l'espace collaboratif de Chorus Pro sont accessibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) – Commune de SPEZET : **212 902 787 000 10**

10.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

12 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

13.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de vérification signalée par le titulaire, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI (à l'exception du délai).

13.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

14 – Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

15 - Pénalités

15.1 – Retard de transmission des documents spécifiés

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, pour les prestations du marché dont les délais de livraison sont dépassés, le titulaire encours, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 3000$$

Dans laquelle :

- P = le montant de la pénalité
- V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant du prix de base, hors variation de prix et hors du champ d'application de la TVA, de l'ensemble des prestations.
- R = le nombre de jours de retard

Le titulaire est exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14.1.3 du CCAG-PI.

Conformément aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 10,0 % du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalité forfaitaire en cas d'absence

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, dans le cas où l'un des faits suivants est constaté, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités forfaitaires suivantes :

- absence à une réunion de chantier : prix unitaire de la ligne de la DPGF
- non réalisation d'une visite : prix unitaire de la ligne de la DPGF

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si,

en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Rennes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 5.4 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 6 du CCAP déroge aux articles 13.1 et 13.2 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles
- L'article 15.2 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG – Prestations Intellectuelles

ANNEXE N° 1 : INFORMATIONS RELATIVES À L'OUVRAGE

Les éléments d'information nécessaires pour le titulaire sont établis par le maître de l'ouvrage selon le cadre ci-après.

Opération de Bâtiment

Autres intervenants connus : Maîtrise d'œuvre – Cabinet RUELLAND
1 Avenue du Braden – 29000 QUIMPER

Description de l'opération :

Objet et lieu : Travaux d'extension de la maison médicale sur la commune de SPEZET au 9 Lotissement du Pouldu

Nombre de bâtiments : 1
Nombre de logements : /
Nombre de niveaux de sous-sols : /
Surface de plancher (art. R112-2 du Code Urba) : 178.76 m²
Nombre d'ascenseurs : /
Nombre d'étages sur RdC : /
Nombre de niveaux de parking aériens : /
Nombre de niveaux de parking souterrains : /

Désignation des ouvrages :

Accession à la propriété

- ☒ Usage locatif
☐ Usage propre

Usage :

- ☐ Habitation
☒ Bureaux
☐ IGH

- ☐ Commerce
☐ Industrie
☒ ERP

précisions (type, catégorie et effectif) : TYPE U – 5^{ème} CATEGORIE

Nature des travaux :

Travaux neufs - En phase APD – 14 lots ont été identifiés :

- Lot n° 1 – Terrassement – VRD
- Lot n° 2 – Démolition – Gros œuvre
- Lot n° 3 – Charpente et bardage bois
- Lot n° 4 – Charpente métallique
- Lot n° 5 – Couverture ardoises
- Lot n° 6 – Etanchéité
- Lot n° 7 – Menuiseries extérieures – Brises soleil
- Lot n° 8 – Plafonds – Doublages – Cloisons
- Lot n° 9 – Menuiseries intérieures
- Lot n° 10 – Carrelages – Faïences – Sols souples
- Lot n° 11 – Peinture – Ravalement
- Lot n° 12 – Stores intérieurs
- Lot n° 13 – Plomberie – Sanitaires – Chauffage – Ventilation
- Lot n° 14 – Electricité

Etudes de diagnostic

- ☐ OUI
☒ NON

Technique innovante

- ☒ OUI
☐ NON

Ouvrages de caractère exceptionnel

- ☐ OUI
☒ NON

Etudes de sol

- ☒ OUI
☐ NON

Travaux de VRD

- ☒ OUI
☐ NON

Dates prévisionnelles :

Déclaration d'ouverture de chantier : 2^{ème} semestre 2022

Début des travaux : 2^{ème} semestre 2022

Fin de travaux : 2^{ème} semestre 2023

Coût prévisionnel TTC des travaux :

y compris VRD : 502.000,00 TTC